



Extrait du Elus communistes et apparentés de Vénissieux

<http://gec.venissieux.org/Agir-collectivement-pour-defendre>

Conseil municipal du 17/12/12

Agir collectivement pour défendre les droits de tous

- Conseil Municipal - Mandat 2008-2014 -

Date de mise en ligne : jeudi 20 décembre 2012

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits
réservés

Nous pouvons être satisfaits du travail effectué dans les conseils de quartier. Les assemblées générales et visites de quartier en sont les illustrations, mais si elles drainent autant de monde, c'est également parce que tout au long de l'année, les présidents, les délégués bénévoles que nous remercions pour leur engagement citoyen, et les techniciens de la ville, tous, accomplissent un travail important, au travers des permanences mensuelles, des visites de quartier, des réunions thématiques, des moments festifs, etc.

Bien entendu, nous pouvons encore améliorer ces débats collectifs, mais je souhaite, au nom du groupe communistes et apparentés souligner le fait que nous construisons toujours plus de commun et d'échange sur de très nombreux sujets avec les vénissiens. Rappelons que nos conseils de quartier ne datent pas d'hier et qu'ils se sont construits et étoffés dans le temps, depuis 1989.

Avec aujourd'hui d'ailleurs, la mise en place, à l'initiative du Maire et sous l'égide unanime de notre assemblée, du conseil municipal des enfants, c'est l'apprentissage et l'appropriation de la démocratie dès le plus jeune âge, à l'image de l'identité vénissiane... Et au travers des commissions mises en place, environnement, solidarité, nous conseils de quartier travaillerons avec ces jeunes élus....

Et à ce titre, à l'heure où la démocratie représentative est malmenée dans ce département et cette agglomération, nous sommes fiers de résister en favorisant de larges débats au plus près de nos concitoyens.

Loin des formes trop aseptisées de concertation qui ne laisseraient jamais la place au conflit ou à la différence de points de vue, nous faisons le choix de laisser une libre parole, débattue et constructive.

Peu de lieux permettent cela et nous souhaitons poursuivre dans ce sens, dans NOS Conseils de Quartier.

Il s'agit bien de remettre dans les mains du collectif, les choix politiques, les organisations, les aménagements, les difficultés rencontrées, les arbitrages.

Elus locaux, nous sommes plus que jamais confrontés aux rapports de forces, à la nécessité d'agir collectivement pour défendre les droits de tous.

C'est le sens que nous donnons à l'action municipale et à la défense du service public.

Là aussi il y a de la lutte ! De la lutte pour défendre nos intérêts. Et ces intérêts ne sont pas ceux des puissants, ceux qui détiennent l'argent et qui veulent toujours plus mettre la main sur le service public pour marchandiser, privatiser et faire du profit.

A nous de résister tous ensemble, collectivement pour ne pas laisser faire des organisations qui ne porteraient plus la défense du service public et les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.

Les institutions doivent être ce que nous voulons en faire, c'est à dire servir le peuple. Et les organisations institutionnelles relèvent de choix politiques.

Remettre les citoyens au coeur des décisions n'est certainement pas dans l'air du temps quand il s'agit de mettre en concurrence les territoires, quand il s'agit de privatiser les services, quand il s'agit de priver les communes de plus en plus de moyens, de capacités d'action, et d'autonomie budgétaire.

La commune doit rester le lieu privilégié de la démocratie, car c'est la seule capable de résister à la technocratie oligarchique qui tente de s'imposer dans ce pays.

Or la tendance est bien à la disparition progressive des communes.

Nous l'avons dénoncé lors de la réforme des collectivités lancée par le gouvernement Sarkozy- Fillon et nous maintenons cette position, en demandant au gouvernement actuel d'abroger cette réforme et non de la poursuivre en créant les métropoles et les euro-métropoles.

Derrière cette réorganisation territoriale, c'est le socle républicain et national qui est remis en cause.

Plus nous investirons tous ensemble les conseils de quartier, plus nous imposerons une autre forme d'organisation, qui respecte la démocratie, et qui défend l'intérêt du peuple.

Je souhaiterais finir en citant quelques mots de Louise Michel, militante de la commune de Paris : "sans l'autorité d'un seul, il y aurait la lumière, il y aurait la vérité, il y aurait la justice. L'autorité d'un seul c'est un crime. Ce que nous voulons c'est l'autorité de tous. »